



Vers une société du bien-être — Notre proposition de programme pour l'après Covid-19.

Adoptée par la présidence du PSE le 18 février 2021

Partout en Europe, nos sociétés sont confrontées à des défis multiples, complexes et, souvent, d'envergure mondiale: les changements climatique et démographique, les transitions numériques et des inégalités croissantes ne constituent que quelques-uns des nombreux phénomènes qui affectent nos vies. Face à ces défis, nous, les socialistes et les démocrates, sommes convaincus que **l'UE doit adopter une nouvelle vision et développer de nouvelles politiques en faveur d'une croissance durable et juste ainsi que du progrès social en Europe** afin de mettre la durabilité et l'humain au cœur de ses actions. Notre famille politique a déjà commencé à y travailler, et ce processus doit se poursuivre.

Lorsqu'elle nous a frappés de plein fouet au début de l'année dernière, la pandémie de Covid-19 a cruellement mis en lumière de grandes lacunes dans l'organisation de nos sociétés ainsi que dans leur manière de prendre soin et de protéger les citoyens vulnérables et ordinaires. Elle a montré de quelle façon les forces conservatrices exploitent une crise mondiale pour faire reculer l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits fondamentaux. Elle a rappelé l'importance de disposer de filets de sécurité solides et de systèmes de santé publique efficaces, lesquels ont été mis à mal par des années de politiques d'austérité dans certains États membres. Une forte intervention de l'État est nécessaire pour compenser les faiblesses des systèmes économiques privatisés. La pandémie a aussi soulevé des questions importantes quant à l'essence même de notre société, à sa durabilité, à la place qu'elle octroie à la solidarité et à ses objectifs. Notre famille politique a rapidement pris des mesures pour faire face aux différents effets de la crise, tant en matière de santé publique que pour limiter ses conséquences économiques et sociales. Nous saluons nos gouvernements et dirigeants, à tous niveaux, pour le rôle essentiel qu'ils ont joué dans ce processus. La crise est loin d'être finie et nous devons affronter ses conséquences. Cependant, le monde de l'après Covid-19 sera différent et se doit de l'être. La Facilité pour la Reprise et la Résilience sera bientôt en place et les États membres recevront de l'UE un soutien sans précédent pour sortir de la crise. Nous devons la mettre à profit immédiatement pour jeter les bases d'un avenir meilleur, capable de relever les nouveaux défis et tenant compte des nouvelles réalités. Ceci doit se refléter dans les plans de relance nationaux de lutte contre la Covid-19. Un simple retour à la normale n'est pas envisageable.. Il est donc temps que l'Union renoue avec son but de *promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples*, stipulé à l'article 3 du Traité de l'Union européenne. Plus simplement, il est urgent pour l'UE et ses États membres de mettre en œuvre des politiques et des initiatives qui améliorent le bien-être des citoyens et permettent à tous les Européens de mener une vie de qualité.

En juin 2020, le PSE a présenté nos propositions pour une Union de la santé, visant à s'assurer que les systèmes de santé publique de toute l'Europe soient prêts à faire face à



www.pes.eu



www.facebook.com/PES.PSE



www.twitter.com/PES_PSE



Parti socialiste européen

10-12 Rue Guimard

B-1040 Bruxelles

Belgique

l'imprévu, aujourd'hui et demain. Nous avons également présenté un plan complet pour aider les travailleurs et les entreprises à se remettre de la crise et à commencer à travailler au bénéfice de tous. Et aujourd'hui, nous proposons une vision pour notre avenir collectif, une vision pour une société plutôt que celle d'un simple marché. **Voici notre proposition de programme pour l'après Covid-19.** En cette période de crise, il est temps de remettre en cause certains vieux dogmes et d'innover. Le progrès social et durable doit être la principale priorité de la relance.

Le bien-être de tous, en tant qu'objectif ultime de notre société, nous aidera à répondre aux besoins et droits individuels et à les inscrire dans une démarche collective plus large. Il nous aidera à apporter des réponses immédiates aux difficultés actuelles et à faire avancer nos sociétés vers un progrès de long terme.

Dans cette optique, le PIB ne peut demeurer la seule mesure de progrès. Bien trop souvent, les politiques publiques ont été motivées, mécaniquement, par des considérations économiques et financières, sans accorder beaucoup d'attention à leur impact sur la vie des citoyens. Nous devons sortir de ce mode de pensée étroit, qui confond fins et moyens. Nous nous concentrerons plutôt sur ce qui compte le plus pour les citoyens: leur qualité de vie, leur santé et celle de leurs proches, l'égalité entre les sexes et la non-discrimination, l'environnement, de bonnes conditions matérielles et un bon emploi, la sécurité et la sûreté dans les sphères privée et publique, un logement de qualité, le sentiment d'appartenir à une communauté plus large, la solidarité, le bonheur... Tous ces éléments sont au cœur de la notion de bien-être des citoyens, et doivent être à la disposition de tous, aujourd'hui comme à l'avenir.

Il n'y a pas de solution miracle pour y parvenir. En tant que socialistes, nous avons toujours défendu des États-providence forts, qui offrent des services publics solides, et des réponses collectives aux défis que rencontrent nos sociétés. Les inégalités, le changement climatique, la mondialisation, les changements démographiques, la cohésion territoriale et le dépeuplement des campagnes, la numérisation et maintenant la pandémie de Covid-19 sont des questions pour lesquelles les réponses individuelles ne sont pas suffisantes. Elles nécessitent que nos sociétés, collectivement, changent, s'adaptent et innover. Selon nous, travailler au bien-être de tous est la raison d'être des politiques publiques (qu'elles soient sociales, environnementales, de sécurité, économiques ou financières...).

Au niveau européen, nous ne partons pas non plus d'une page blanche. **Le socle européen des droits sociaux, le pacte vert pour l'Europe, les Objectifs de développement durable des Nations Unies et la stratégie européenne d'égalité entre les hommes et les femmes sont autant d'outils dont nous disposons déjà pour œuvrer au bien-être de tous les citoyens.** Depuis bien trop longtemps, les politiques européennes sont axées sur des considérations fiscales ou macroéconomiques, nous sommes prêts à réformer le Semestre européen et à recentrer le débat pour qu'il porte sur la création d'une meilleure vie pour tous.

Dans son document de réflexion *Changing the Focus: For a Society of Wellbeing* (Changer d'objectif: Pour une société du bien-être), le réseau *PES Social Europe Network* présente certaines des mesures à prendre pour se diriger vers une société du bien-être:

- Nous voulons de bonnes conditions de travail et un bon équilibre entre vie privée et vie professionnelle afin de travailler pour bien vivre et non l'inverse.
- Nous voulons un enseignement public fort et un secteur culturel prospère pour permettre l'émancipation et la citoyenneté active de tous, hommes et femmes.
- Nous voulons un environnement sain et de nouveaux modèles économiques qui dépassent la simple recherche profit, dans l'intérêt de tous et de la durabilité de nos sociétés.

- Au-delà de filets de sécurité, nous voulons un État-providence et des systèmes de santé forts capables d'aider les citoyens tout au long de leur vie, parce que nous faisons le choix de la solidarité.
- Nous voulons une Europe et une économie féministes qui mettent l'égalité entre les sexes au cœur de leur action et créent des conditions de vie et de travail égales pour les hommes et les femmes, dans toute leur diversité.
- Nous voulons une redistribution active de la richesse et non de simples politiques de ruissellement, car l'égalité est essentielle.
- Nous voulons des États régis par l'État de droit, qui impliquent étroitement les citoyens dans leurs décisions et garantissent à tous justice, égalité et sécurité.

Le bien-être de chaque citoyen et la cohésion sociale doivent devenir les nouveaux indicateurs de réussite des politiques. C'est la voie que nous souhaitons emprunter pour que les citoyens se sentent à partie de l'intervention publique et pour restaurer leur confiance dans les institutions et le débat démocratique. En plaçant le bien-être au centre de notre projet politique, nous voulons renouveler les promesses de progrès social et de prospérité partagée formulées par l'UE. Nous ferons en sorte que toutes les générations aient des perspectives positives et confiance en l'avenir, en tant qu'individus et membres d'une communauté plus large.